



ERRATUM

Sous-commission paritaire des
établissements et services d'éducation
et d'hébergement de la communauté
française, de la région wallonne et de
la communauté germanophone

n° 319.02

**CCT n° 66253/CO/319.02
du 05/02/2002**

Correction du texte en néerlandais :

- la 1^{ère} phrase du 1^{er} alinéa de
l'article 2 est complétée comme
suit : « *De periodes van
aanwezigheid tijdens de verblijven
buiten de inrichtingen en diensten en
die niet worden beschouwd als
arbeidstijd, worden vergoed in de
vorm van een verblijfsvergoeding die
vastgesteld is op 26,35 € op
1 januari 2002 per begonnen etmaal
met inbegrip van de dag van
aankomst of vertrek.* ».

- le début du second alinéa de
l'article 2 doit être lu comme suit :
« **Per kalenderdag** voor elke periode
langer dan 11 uur prestaties, ... ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Subcomité voor de
opvoedings- en
huisvestingsinrichtingen en -diensten
van de franse gemeenschap, het
waalse gewest en de duitstalige
gemeenschap
nr. 319.02

**CAO nr. 66253/CO/319.02
van 05/02/2002**

Verbetering van de Nederlandstalige
tekst :

- de eerste zin van de eerste alinea
van artikel 2 wordt zoals volgt
vervolledigd : « *De periodes van
aanwezigheid tijdens de verblijven
buiten de inrichtingen en diensten en
die niet worden beschouwd al s
arbeidstijd, worden vergoed in de
vorm van een verblijfsvergoeding die
vastgesteld is op 26,35 € op
1 januari 2002 per begonnen etmaal
met inbegrip van de dag van
aankomst of vertrek.* ».

- het begin van de tweede alinea van
artikel 2 moet zoals volgt gelezen
worden : « **Per kalenderdag** voor
elke periode langer dan 11 uur
prestaties, ... ».

Beslissing van

A

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET
SERVICES D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA
COMMUNAUTE FRANCAISE, DE LA REGION WALLONNE ET DE
LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**

**Convention collective de travail du 5 février 2002 contenant certaines
dispositions quant aux conditions de travail et de rémunération.**

CHAPITRE Ier. *Champ d'application.*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement et qui, sont agréés et/ou subsidiés par la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et/ou la Commission communautaire française, ainsi que pour les établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés et dont l'activité principale est exercée en Région wallonne.

Par « travailleurs » on entend les employées et employés, et les ouvrières et ouvriers.

CHAPITRE H. *Dispositions régissant les séjours extérieurs.*

Art. 2. Les périodes de présence durant les séjours extérieurs aux établissements et services et n'étant pas considérées comme temps de travail, font l'objet d'une indemnité de séjour fixée à 26,35 € au 1^{er} janvier 2002, par jour calendrier entamé en ce y compris le jour d'arrivée et le jour de départ. Ce montant est soumis à l'index des prix à la consommation du Royaume conformément aux modalités fixées par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Cette indemnité forfaitaire, conformément à l'arrêté royal du 5 octobre 1999, n'est pas considéré comme rémunération.

Par jour calendrier, chaque période, au delà de 11 heures de prestation, non considérée comme temps de travail, fait l'objet d'une récupération forfaitaire de 5 heures.

Art. 3. Est visé par la présente disposition tout séjour visant à procurer aux bénéficiaires des établissements et services concernés une rupture par rapport au rythme habituel de la vie quotidienne, et ce notamment pendant les congés scolaires ou périodes de vacances, mais aussi lors de certains week-ends ou jours fériés. Il s'agit essentiellement de périodes de vacances ou d'activités de loisirs qui sont organisées par une équipe adaptée de l'institution ou du service, et qui sont constituées de prestations adaptées au type d'activités proposées lors de ces séjours de vacances ou de loisirs.

Art. 4. Sauf cas de force majeure apprécié par le bureau de conciliation de la Sous-Commission paritaire, chaque travailleur doit, s'il y est appelé, effectuer des prestations d'accompagnement en séjour extérieur pour un maximum de 15 jours calendriers par année civile. Le nombre de jours ne peut-être supérieur que si le travailleur marque son accord.

NEERLEGG1NG-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
07-03-2002	20-05-2003
	NR N°

66 253

Art. 5. Par période de 7 jours calendriers, et indépendamment du repos dominical, le travailleur a le droit de bénéficier, dès l'issue du séjour, d'au moins un jour de repos à prendre dans le total des récupérations acquises par la prestation du séjour. Les modalités concrètes d'organisation du travail durant ces périodes sont fixées par le conseil d'entreprise ou, en concertation avec la délégation syndicale, ou encore dans le règlement de travail.

Art. 6. Les employeurs garantissent que les travailleurs étant en mission permanente pendant les séjours extérieurs sont donc couverts par l'assurance-loi.

CHAPITRE III. *Dispositions régissant les prestations nocturnes.*

Art. 7. En dehors des séjours extérieurs à l'institution ou au service, et compte tenu de la définition du temps de travail pour le secteur, une période maximale de 3 heures par 24 heures, entre 20h00 et 06h00, n'est pas considérée comme temps de travail, cette période de 3 heures étant forfaitairement considérée comme nécessaire au travailleur pour du repos pris dans un lieu convenablement aménagé à cet effet. Dans ce cas, toutes les heures de présence sont rémunérées au taux dû et assimilées comme du temps de travail pour le calcul de la rémunération et le droit aux prestations sociales.

CHAPITRE IV. *Dispositions régissant la durée de travail hebdomadaire.*

Art. 8. Sans préjudice de l'application des Conventions collectives de travail existantes au niveau des institutions et services, la période minimale sur base de laquelle le temps de travail hebdomadaire doit être respecté est de 4 semaines. Il est toutefois respecté sur une période plus longue, sans pouvoir excéder la période de 52 semaines à condition que l'horaire des membres du personnel concernés par cette extension de durée, soit établi sur la même période et connu du personnel concerné au moins un mois avant sa prise de cours. Les modifications de cet horaire pourraient néanmoins intervenir avec l'accord du travailleur pour pallier certaines situations, telles que des maladies, des départs, des demandes d'échanges d'horaire.

Art.9. § 1^{er}. Le nombre de prestations sur quatre semaines est plafonné à vingt pour un temps plein. Toutefois, par convention collective de travail, un établissement ou un service peut étendre la période de référence sans dépasser soixante-cinq prestations pour un trimestre.

§ 2. Par prestation, il faut entendre une période continue de travail éventuellement interrompue par une pause maximale de 90 minutes qui ne supprime pas l'unité de la prestation. Les parties de prestation peuvent être de même nature ou de nature différente telles que prévues à l'article 11 ci-dessous.

CHAPITRE V. *Dispositions régissant dans certains cas l'intervalle entre deux prestations.*

Art. 10. Pour le personnel dont une partie des prestations se situe entre 20h00 et 06h00, et sauf empêchement apprécié par les parties, lorsqu'une prestation consiste en une réunion pédagogique, une session de formation, une prestation liée à l'exécution d'un mandat syndical ou une prestation de référant, et qu'elle est suivie ou précédée d'une autre prestation, l'intervalle entre ces deux prestations peut être inférieur à l'intervalle minimal (11 heures),

4

dans ce cas, l'intervalle précédant la première des deux prestations ainsi que l'intervalle suivant la deuxième prestation ne peuvent être inférieurs à 11 heures.

Lorsque ces prestations entraînent un déplacement supplémentaire, sur la journée, celui-ci est considéré comme « déplacement mission », et indemnisé comme tel.

CHAPITRE VI. *Dispositions régissant l'intervalle de repos entre deux parties de prestation de même nature*

Art. 11. § 1^{er}. En vue de ne pas accroître inutilement la lourdeur des prestations fournies et compte tenu de l'existence d'un Arrêté royal définissant le temps de travail dans le secteur, le temps de pause octroyé, en ce y compris le temps libéré pour la pause repas, entre deux parties de prestations de même nature ne peut excéder 90 minutes.

§ 2. N'est pas considérée comme prestation de même nature une prestation dont une partie est constituée d'une réunion d'équipe, d'une participation à des contacts avec les familles ou l'environnement du bénéficiaire (les déplacements liés à ce type de prestation sont à considérer comme des « déplacements mission », et indemnisés comme tels) ou les prestations liées à l'exécution d'un mandat syndical.

§ 3. Toute dérogation à la présente disposition devra faire l'objet d'une Convention collective de travail avec le ou les permanents des organisations syndicales représentées dans l'institution ou le service, ou à défaut, avec au moins deux permanents régionaux des organisations syndicales représentées à la Commission paritaire.

CHAPITRE VII. *Dispositions régissant la résolution des litiges.*

Art. 12. Les dispositions de la présente Convention collective de travail ont pour objet de concilier le bien-être des bénéficiaires, le respect du projet pédagogique et les conditions de travail du personnel. Son application nécessite dès lors un climat de concertation adéquat dans l'ensemble des institutions et services, notamment pour organiser la **fréquence** des prestations irrégulières (de nuit, de week-end, de soirée, de jour férié et de service coupé).

CHAPITRE VIII. *Dispositions régissant les accords antérieurs.*

Art. 13. La présente Convention collective de travail a pour objet de fixer les modalités de certaines prestations. Si ces prestations faisaient jusqu'à présent l'objet de conventions locales, il reviendra aux parties ayant conclu ces conventions locales d'examiner la possibilité de les maintenir, totalement ou partiellement, compte tenu :

- des obligations légales en matière de durée du travail ;
- des compensations et obligations financières découlant de la présente Convention collective de travail ;
- des dispositions des pouvoirs de tutelle relatives au financement des normes d'encadrement et des rémunérations et indemnités.

CHAPITRE IX. *Dispositions à prendre au niveau local.*

Art. 14. Afin de mettre en œuvre les dispositions prévues dans la présente convention collective de travail, la délégation syndicale des institutions ou services négocie les formes d'amélioration des conditions de travail, en fixant, par convention collective de travail, par exemple:

- le nombre de week-end à prester, par mois, par trimestre, par année,
- le fait d'organiser le travail en quatre jours par semaine en fonction de la loi du 9 juillet 2001,
- les modalités de remplacement d'un travailleur empêché de prester.

CHAPITRE IX. *Dispositions finales.*

Art. 15. La présente Convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties signataires moyennant le respect d'un préavis d'un an, notifié par lettre recommandée à la poste adressée à la Présidente de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.



**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN EN -
DIENSTEN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP, HET WAALSE GEWEST EN DE DUITSTALIGE
GEMEENSCHAP**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2002 houdende sommige bepalingen betreffende de loon
en
arbeidsvoorwaarden.**

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied.

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en/of de Franse Gemeenschapscommissie, alsook voor de inrichtingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen, die noch erkend noch gesubsidieerd zijn en die hun hoofdactiviteit uitoefenen in het Waals Gewest.

Onder "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke bedienden, en de werklieden en werksters verstaan.

HOOFDSTUK II. Bepalingen tot regeling van de externe verblijven.

Artikel 2. De periodes van aanwezigheid tijdens de verblijven buiten de inrichtingen en diensten en die niet worden beschouwd als arbeidstijd, worden vergoed in de vorm van een verblijfsvergoeding die vastgesteld is op ~~26,35 €~~ per begonnen etmaal met inbegrip van de dag van aankomst of vertrek. Dit bedrag wordt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Overeenkomstig het Koninklijk Besluit van 5 oktober 1999 wordt deze forfaitaire vergoeding niet als loon beschouwd.

Per ~~periode van 24 uren~~ wordt voor elke periode langer dan 11 uur prestaties, die niet als arbeidstijd wordt beschouwd, een forfaitaire recuperatie van 5 uren toegekend.

Artikel 3. Deze bepaling beoogt elk verblijf dat tot doel heeft aan de rechthebbenden van de betrokken diensten en instellingen een onderbreking te bezorgen van het dagelijkse levensritme, en dit in het bijzonder tijdens de schoolvakanties of vakantieperiodes, maar ook tijdens sommige weekends of feestdagen. Het gaat vooral om vakantieperiodes of ontspanningsactiviteiten die worden georganiseerd door een aangepaste ploeg van de instelling of van de dienst, en die bestaan uit prestaties die aangepast zijn aan de soort activiteiten die worden voorgesteld tijdens deze vakantie- of ontspanningsverblijven.

Artikel 4. Behalve in geval van overmacht beoordeeld door het verzoeningsbureau van het paritair subcomité, moet elke werknemer, als hij ertoe geroepen wordt, begeleidingsprestaties verrichten in een extern verblijf voor een maximum van 15 dagen per kalenderjaar. Het aantal dagen mag enkel hoger liggen als de werknemer hiermee akkoord gaat.

Artikel 5. Per periode van 7 dagen, en onafhankelijk van de zondagsrust, heeft de werknemer het recht om, zodra het verblijf afgelopen is, ten minste één dag te genieten van de totale recuperaties die verworven werden door de prestatie van het verblijf. De concrete modaliteiten inzake arbeidsorganisatie tijdens deze periodes worden vastgesteld door de ondernemingsraad of, in overleg met de vakbondsafvaardiging, of nog in het arbeidsreglement.

Artikel 6. De werkgevers garanderen dat de werkgevers die gedurende de externe verblijven met permanente zending zijn, gedekt worden door de wettelijke verzekering.

HOOFDSTUK III. Bepalingen tot regeling van de nachtprestaties.

Artikel 7. Buiten de verblijven **buiten** de instelling of de dienst, en rekening houdend met de **definitie** van de arbeidstijd voor de sector, wordt een **maximumperiode** van 3 uren per 24 uren, tussen 20 uur en 6 uur, niet beschouwd als arbeidstijd, aangezien deze **periode** van 3 uren forfaitair wordt beschouwd als noodzakelijke rustperiode voor de werknemer in een daartoe behoorlijk ingerichte plaats. In dit **geval** worden **alle** aanwezigheidsuren vergoed aan het verschuldigd tarief en gelijkgesteld met arbeidstijd voor de berekening van het loon en het recht op sociale voorzieningen.

HOOFDSTUK IV. Bepalingen tot regeling van de wekelijkse arbeidsduur.

Artikel 8. Zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de bestaande collectieve **arbeidsovereenkomsten** op het niveau van de instellingen en diensten, bedraagt de **minimumperiode** op basis waarvan de wekelijkse arbeidstijd **moet** worden nageleefd 4 weken. Deze wordt echter over een langere **periode** nageleefd, zonder de **periode** van 52 weken te **mogen** overschrijden, op voorwaarde dat de arbeidstijdregeling van de bij deze uitbreiding van de duur betrokken personeelsleden, wordt **opgemaakt** over dezelfde **periode** en ten **minste** een **maand** voor de inwerkingtreding ervan gekend is door het betrokken personeel.

De wijzigingen van deze arbeidstijdregeling zouden evenwel kunnen gebeuren met het akkoord van de werknemer **om** aan bepaalde situaties het hoofd te bieden, zoals ziekte, vertrek, aanvragen **om** verwisseling van dienstroosters, enz.

Artikel 9. § 1°. Het aantal prestaties per vier weken wordt beperkt tot twintig. Een inrichting of dienst kan evenwel bij collectieve arbeidsovereenkomst de referentieperiode verlengen tot maximum 65 prestaties per kwartaal.

§ 2°. Onder prestatie wordt verstaan een onafgebroken arbeidsperiode, eventueel onderbroken door een pauze van maximum 90 minuten die geen afbreuk doet aan de eenheid van de prestatie. De prestatiegedeelten mogen van dezelfde of een verschillende aard zijn, zoals bepaald in het hierna volgende artikel 11.

HOOFDSTUK V. Bepalingen tot regeling van de periode tussen twee prestaties in bepaalde gevallen

Artikel 10. Voor het personeel van wie een gedeelte van de prestaties plaatsvindt tussen 20 uur en 6 uur, en behalve bij verhindering in geval van overmacht, beoordeeld door de partijen, wanneer een prestatie bestaat uit een pedagogische vergadering, een opleidingssessie, een prestatie gekoppeld aan de uitoefening van een vakbondsmandaat of een prestatie van **referent**, en deze gevolgd of voorafgegaan wordt door een andere prestatie, **mag** de **periode** tussen deze twee prestaties korter zijn dan de minimumperiode (11 uren), in dit geval, **mag** de **periode** die voorafgaat aan de eerste van de twee prestaties alsook de **periode** die **volgt** op de tweede prestatie niet korter zijn dan 11 uren.

Wanneer deze prestaties een bijkomende verplaatsing teweegbrengen, moet deze worden beschouwd als "zendingsverplaatsing" en als dusdanig worden vergoed.

HOOFDSTUK VI. : Bepalingen tot regeling van de rustperiode tussen twee prestatiegedeelten van dezelfde aard

Artikel 11. § 1. Teneinde de prestaties niet onnodig te verzwaren en rekening houdend met het bestaan van een koninklijk besluit tot bepaling van de arbeidstijd in de sector, mag de pauze die wordt toegekend tussen twee prestatiegedeelten van dezelfde aard niet **meer** bedragen dan 90 minuten.

§ 2. **Wordt** niet beschouwd als prestatie van dezelfde aard, een prestatie waarvan een gedeelte bestaat uit een ploegvergadering, een deelname aan contacten met de families of de omgeving van de rechthebbende (de verplaatsingen in verband met dit soort prestatie **moeten** worden beschouwd als "zendingsverplaatsingen", en als dusdanig vergoed) of de prestaties die gekoppeld zijn aan de uitoefening van een vakbondsmandaat.

§ 3. Voor elke afwijking van deze bepaling moet een collectieve arbeidsovereenkomst worden gesloten met de vrijgestelde(n) van de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in de instelling of dienst, of bij gebreke daarvan, met ten minste twee gewestelijke vrijgestelden van de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het Paritair Comité.

HOOFDSTUK VII. Bepalingen tot regeling van het oplossen van geschillen

Artikel 12. De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben tot doel het welzijn van de rechthebbenden, de naleving van het pedagogisch project en de arbeidsvoorwaarden van het personeel te verzoenen. Voor de toepassing ervan is dan ook een passend klimaat van overleg noodzakelijk in alle instellingen en diensten, met name om de frequentie van de onregelmatige prestaties te organiseren (nacht, weekend, avond, feestdag en onderbroken dienst).

HOOFDSTUK VIII. Bepalingen tot regeling van de vroegere akkoorden

Artikel 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft tot doel de modaliteiten vast te stellen van sommige prestaties. Als voor deze prestaties tot nu toe plaatselijke overeenkomsten gesloten waren, moeten de partijen die deze plaatselijke overeenkomsten hebben gesloten de mogelijkheid onderzoeken om deze geheel of gedeeltelijk te handhaven, rekening houdend met:

- de wettelijke verplichtingen inzake arbeidsduur;
- de financiële verplichtingen en compensaties die voortvloeien uit deze collectieve arbeidsovereenkomst;
- de bepalingen van de voogdijoverheden betreffende de financiering van de omkaderingsnormen en van de lonen en vergoedingen.

HOOFDSTUK IX. Bepalingen vast te stellen op plaatselijk niveau

Artikel 14. Teneinde de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst te kunnen toepassen, zal de vakbondsafvaardiging van de inrichtingen of diensten onderhandelen over verbeteringswijzen van de arbeidsvoorwaarden, b.v. door bij collectieve arbeidsovereenkomst vast te leggen:

- het aantal te presteren week-ends, per maand, per kwartaal, per jaar;
- het organiseren van de arbeid gedurende vier dagen per maand bij toepassing van de wet van 9 juli 2001;
- de vervangingsmodaliteiten voor een werknemer die verhinderd is te presteren.

HOOFDSTUK X. Slotbepalingen

Artikel 15. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2002 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door elke ondertekenende partij mits een opzeggingstermijn van één jaar, betekend per aangetekende brief aan de Voorzitster van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en –diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.